

351, 352, 353A, 355E, 356B, 356D, 357A, 358A, 358B, 359A, 36A, 360A, 360B, 361A, 362B, 362G, 363, 364B2, 368G, 369(DEEL), 37C, 373B, 373C(DEEL), 374C, 376C, 377A, 378, 379, 38, 383E, 383F, 384C, 386B, 387A, 39, 396B, 397B(DEEL), 398, 399, 40, 400C, 400D, 402, 403, 404, 405, 406, 408A, 409A, 41, 410A, 411A, 42, 43, 437A, 438B, 445D, 445E, 445G(DEEL), 446, 447A, 448, 449B, 45H, 45K, 450H, 450N, 450P, 450R, 451E, 454E, 46B, 47/02B, 47D, 48A, 49D,

Gent, 24e afdeling, sectie C, perceelnummer(s) 10G, 11, 11/02, 12, 13, 14, 15A, 18, 19, 2L, 2R, 2S, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28A, 28B, 28C, 29, 3C, 30, 31, 32, 33A, 34A, 35D, 35E, 35F, 36A, 37A, 38A, 39A, 40A, 41A, 50, 51, 52B, 53, 54, 55B, 56A, 56B, 56C, 57A, 58A, 59A, 59B, 60, 61, 62, 63B, 64C, 66, 67, 68, 69, 8A, 9E;

Gent, 25e afdeling, sectie B, perceelnummer(s) 172A, 173B, 207A, 208B, 210B, 211C, 212A, 213, 214, 216C, 218D, 219A, 220, 221A, 222A, 224A, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239A, 242A, 243A, 244A, 245A, 245C, 245D, 247, 248, 250A, 251, 252, 253, 254A, 255A, 256A, 257, 258, 259, 260, 261, 262A, 263A, 264B, 274D, 274F, 274G, 274H, 274K, 274L, 275B, 275C, 275D, 278A, 280B, 281A, 282F, 282G, 284A, 286E, 287B, 287D, 287E, 287F, 288D, 289B, 289C, 289D, 289E, 289F, 290C, 308D, 308P, 310D, 310E, 310H, 382A, 383, 384, 385E, 386, 387, 389A, 393A, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403A, 407, 408, 409, 410B, 411/02, 411C, 412, 413, 414, 415, 416, 417A, 418C, 418E, 418F, 419/02B, 420/02B, 425A, 433B, 434, 435B, 68G, 70D, 70E.—

Als overgangszone A :

Gent, 24e afd. (Zwijnaarde), sectie A, perceelnummer(s) :

103H(DEEL), 103L(DEEL), 104/2(DEEL), 104G, 105, 120C, 123B, 123C, 123D, 125, 126B, 127B, 128D, 130B, 131A, 132, 133A, 134A, 135A, 136/A/2, 136M, 136S, 137C, 87A(DEEL), 92B2(DEEL), 92C2, 92D2(DEEL), 92F2(DEEL), 92H2(DEEL), 92W, 92X;

Bij ministerieel besluit van 21 maart 2005 wordt, ter uitvoering van artikel 8, § 4 van het decreet van 16 april 1996 betreffende de landschapszorg, de geldigheidsduur van het ministerieel besluit van 15 maart 2004 houdende voorlopige bescherming van de Leiemeersen verlengd met een termijn van zes maand, gelet op het feit dat de procedure nog niet is afgerond. Het betreft :

LEIEMEERSEN, gelegen te :

Sint-Martens-Latem (Sint-Martens-Latem), Baarle-Frankrijkstraat; Brakelmeersstraat; Kwakstraat; Meersstraat;

bekend ten kadaster :

Sint-Martens-Latem, 1e afdeling, sectie A, perceelnummer(s) 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22A, 22C, 26, 27, 28, 29, 3/2, 3D, 3G, 3H, 3K, 3L, 3M, 30, 31, 32, 329F(DEEL), 329G, 33, 330A, 331D, 335C, 351, 355A, 356B, 357B, 358B, 359, 360A, 361A, 363A, 363C, 363D, 363E, 364A, 366A, 367A, 368A, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375A, 375B, 375C, 376, 377, 378A, 378B, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387B, 387C, 388, 389, 39, 390, 392B, 392C, 393, 394A, 397, 397/2, 399D, 4A, 400, 401, 402A, 402B, 403, 404, 405A, 405B, 406, 407, 408A, 426C, 427, 428B, 450A, 451A(DEEL), 452A, 452B, 453C, 474, 475, 476, 477, 496C, 5A, 502A, 503A, 503B, 504, 505, 506, 507, 508A, 508B, 509, 510, 511, 512, 514, 515, 516, 517, 518, 519A/2, 519B, 519B/2, 520A, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527A, 527C, 527D, 528A, 528B, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540A, 542A, 543, 544, 545D, 545E, 545F, 546A, 547, 547/2, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556A, 557A, 558, 560C, 560D, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570B, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580A, 580B, 581A, 581B, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589A, 589B, 591C, 593A, 594, 595, 599, 6A, 600, 601, 602, 603, 604, 605B, 605C, 606A, 607, 610, 611, 612A, 612B, 613A, 623A, 623B, 624A, 624B, 628A, 629, 631A, 632A, 633B, 7, 744G/2, 745B2, 746M, 746N, 746R, 747C, 770D, 770F, 776B, 777A, 778A, 779A, 780A, 781, 782, 786, 787, 788A, 788B, 789, 790, 791, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 8B, 8C, 800, 801, 802, 803, 804, 805F, 806A, 808, 809A, 810, 811, 812A, 813, 814, 815, 816, 817.

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2006/201230]

23 MARS 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative en matière d'assuétudes

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes, notamment l'article 21;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2004 portant exécution du décret du 27 novembre 2003 relatif à l'agrément et au subventionnement des réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes, notamment l'article 36;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 février 2005 portant nomination du président, des vice-présidents et des membres de la Commission consultative en matière d'assuétude;

Considérant le règlement d'ordre intérieur établi par la Commission consultative en matière d'assuétudes en sa séance du 30 juin 2005;

Considérant qu'il appartient au Gouvernement wallon d'approuver le règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative en matière d'assuétudes;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Le Gouvernement wallon approuve le règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative en matière d'assuétudes, figurant en annexe du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Art. 4. La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mars 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

Annexe

Commission consultative en matière d'assuétudes

Règlement d'ordre intérieur

TITRE I^{er}. — De la Commission

Article 1^{er}. La Commission se réunit sur invitation de son président :

1. chaque fois que l'exige l'examen des dossiers qui lui sont soumis en application des articles 7, 10, 14, 16 et 17 de l'arrêté;

2. à la demande d'au moins 9 membres représentant au moins trois des groupes visés à l'article 20, § 1^{er}, 1^o à 11^o du décret;

3. à la demande du bureau;

4. lorsqu'un avis lui est demandé par le Ministre qui a la Santé dans ses attributions.

Dans tous les cas, la réunion se tient au plus tard dans les deux mois de la réception de la demande. En cas d'urgence motivée, ce délai est ramené à quinze jours.

La Commission se réunit au moins trois fois par an.

Art. 2. Les membres effectifs ou, en cas d'empêchement, leurs suppléants, assistent aux réunions de la Commission.

Le membre effectif empêché d'assister à une réunion en informe immédiatement et personnellement son suppléant ainsi que le secrétariat de la Commission.

L'absence non motivée d'un membre effectif et de son suppléant à trois réunions consécutives est signalée par le président au Ministre.

Art. 3. La date, l'heure et l'ordre du jour des séances sont fixés par le bureau.

Les convocations comprenant l'ordre du jour, la date, l'heure et le lieu de la séance ainsi que les documents généraux sont envoyés par le secrétariat aux membres effectifs au moins dix jours avant la date fixée pour la réunion.

En cas d'urgence, le délai de convocation est ramené à trois jours.

Le procès-verbal de la précédente réunion et les avis généraux y annexés sont joints à la convocation. Ils sont également communiqués aux membres suppléants.

Art. 4. Le siège de la Commission est établi dans les bureaux de la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé.

Les réunions de la Commission se tiennent à huis clos.

La Commission ne peut émettre valablement d'avis qu'à la condition qu'au moins la moitié des membres soit présente.

Si le quorum n'est pas atteint, une autre réunion est prévue au plus tard dans les quinze jours avec le même ordre du jour. La Commission siège alors valablement quel que soit le nombre de membres présents.

Art. 5. Seules les questions mises à l'ordre du jour peuvent faire l'objet d'un débat et d'une délibération.

Toutefois, la Commission peut décider à la majorité simple des membres présents de porter toute question urgente à l'ordre du jour.

Art. 6. Le président ouvre et clôt les débats.

Le président présente les points de l'ordre du jour.

En cas d'absence du président, la Commission est présidée par les vice-présidents à tour de rôle.

A leur défaut, la présidence est assurée par le membre effectif le plus âgé.

Art. 7. Les votes ont lieu à main levée et les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents, compte non tenu des abstentions.

En cas de parité, la voix du président de séance est prépondérante.

L'avis remis au Ministre mentionne le résultat du vote.

Art. 8. Tout membre qui est personnellement impliqué dans un dossier traité par la Commission ne peut prendre part au débat et au vote relatif à l'avis concernant cette demande et quitte spontanément la séance.

Cette interdiction s'applique, notamment, lorsqu'un membre de la Commission est administrateur ou membre du personnel d'un établissement intéressé par un point mis à l'ordre du jour.

Au cas où la réalité d'un intérêt direct dans le chef d'un ou plusieurs membre(s) est contestée, la Commission en délibère en présence de ce(s) membre(s).

Art. 9. Les avis visés à l'article 19, § 2, du décret sont transmis à l'administration et au Ministre qui a la Santé dans ses attributions au plus tard dans les dix jours de leur adoption.

Les avis sont signés par le président ou un des vice-présidents et par le secrétaire.

Les avis sont circonstanciés et mentionnent, le cas échéant, des notes de minorité à la demande de trois membres au moins représentant au moins deux des groupes visés à l'article 20, § 1^{er}, 1^o à 11^o, du décret.

Art. 10. Le procès-verbal de séance est soumis à la Commission lors de la réunion suivante pour approbation.

Si des remarques sont émises et adoptées, elles sont consignées dans le procès-verbal de la séance au cours de laquelle elles ont été formulées.

Le procès-verbal relate les débats, mentionne les votes intervenus et acte les avis. Il est signé par le président ou un des vice-présidents et par le secrétaire.

TITRE II. — *Des groupes de travail thématiques*

Art. 11. La Commission peut constituer en son sein un ou plusieurs groupes de travail thématiques qu'elle charge d'étudier une question particulière.

Les membres suppléants peuvent faire partie d'un groupe de travail thématique.

Les groupes de travail thématiques sont présidés par un membre désigné par la Commission.

Le président de la Commission ainsi que les vice-présidents assistent aux réunions des groupes de travail thématiques lorsqu'ils le jugent utiles.

Les présidents des groupes de travail thématiques font périodiquement et, au moins une fois l'an, rapport à la Commission de l'état d'avancement des travaux.

Art. 12. Un membre de l'administration assiste à toutes les réunions des groupes de travail thématiques. Il est spécialement chargé de la rédaction des procès-verbaux. Il est responsable de la conservation des documents du groupe de travail thématique.

TITRE III. — *Du bureau*

Art. 13. Sans préjudice des dispositions de l'article 32, alinéa 3, de l'arrêté, les représentants du Gouvernement et le secrétaire de la Commission sont en permanence invités aux réunions du bureau.

Le bureau se réunit sur convocation du président aussi souvent que l'exige la bonne marche des travaux de la Commission.

Le bureau se réunit également à la demande d'au moins trois de ses membres.

Art. 14. Le secrétaire de la Commission assure le secrétariat des travaux du bureau. Il est spécialement chargé de l'envoi des convocations et de la rédaction des procès-verbaux. Il est responsable de la conservation des documents du bureau.

TITRE IV. — *Des experts*

Art. 15. En fonction des besoins, il peut être fait appel à des experts disposant d'une compétence particulière permettant d'éclairer la Commission ou les groupes de travail thématiques. Leur désignation doit avoir reçu l'accord de la Commission. Ils ne peuvent participer aux délibérations de la Commission ou des groupes de travail thématiques.

TITRE V. — *Déontologie*

Art. 16. Les membres de la Commission et les experts sont tenus à un devoir général de réserve dans l'exercice de leurs missions.

La plus stricte confidentialité sera observée quant aux dossiers concernant des personnes physiques et/ou des institutions.

Le Gouvernement peut mettre fin au mandat de tout membre qui enfreint les obligations prévues aux alinéas 1^{er} et 2.

TITRE VI. — *Règles communes*

Art. 17. Une liste des présences est dressée pour toutes les réunions de la Commission, du bureau et des groupes de travail thématiques.

Elle est signée par les membres présents et éventuellement par les experts.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 mars 2006 portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission consultative en matière d'assuétudes.

Namur, le 23 mars 2006.

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme Ch. VIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

[2006/201230]

23 MAART 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Adviescommissie inzake verslavingen

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen, inzonderheid op artikel 21;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2004 tot uitvoering van het decreet van 27 november 2003 betreffende de erkenning en de subsidiëring van de hulp- en zorgverleningsnetwerken en diensten gespecialiseerd in verslavingen, inzonderheid op artikel 36;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2005 tot benoeming van de voorzitter, de ondervoorzitters en de leden van de Adviescommissie inzake verslavingen;

Gelet op het huishoudelijk reglement opgemaakt door de Adviescommissie inzake verslavingen tijdens haar zitting van 30 juni 2005;

Overwegende dat het huishoudelijk reglement van de Adviescommissie inzake verslavingen goedgekeurd moet worden door de Waalse Regering;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. Het huishoudelijk reglement van de Adviescommissie inzake verslavingen, dat als bijlage bij dit besluit gaat, is goedgekeurd door de Waalse Regering.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het ondertekend wordt.

Art. 4. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 23 maart 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

Bijlage

Adviescommissie inzake verslavingen

Huishoudelijk reglement

TITEL I. — De Commissie

Artikel 1. De Commissie vergadert op verzoek van haar voorzitter :

1. telkens als het nodig is voor het onderzoek van de dossiers die haar overgelegd worden overeenkomstig de artikelen 7, 10, 14, 16 en 17 van het besluit;

2. op verzoek van minstens 9 leden die minstens drie van de groepen bedoeld in artikel 20, § 1, 1^o tot 11^o van het decreet vertegenwoordigen;

3. op verzoek van het bureau;

4. als de Minister die voor het gezondheidsbeleid bevoegd is haar om advies verzoekt.

In alle gevallen vindt de vergadering plaats uiterlijk binnen twee maanden na ontvangst van het verzoek. In geval van hoogdringende noodzakelijkheid wordt die termijn tot vijftien dagen ingekort.

De Commissie vergadert minstens drie keer per jaar.

Art. 2. De vergaderingen van de Commissie worden bijgewoond door de gewone leden of, in geval van verhindering, door hun plaatsvervangers.

Als een gewoon lid een vergadering niet kan bijwonen, verwittigt het onmiddellijk en persoonlijk zijn plaatsvervanger, alsook het secretariaat van de Commissie.

De niet gemotiveerde afwezigheid van een gewoon lid en van diens plaatsvervanger op drie opeenvolgende vergaderingen wordt door de voorzitter aan de Minister meegedeeld.

Art. 3. De datum, het uur en de agenda van de zittingen worden door het bureau vastgelegd.

De oproepingen, waarin de agenda, de datum, het uur en de plaats van de zitting vermeld worden samen met de algemene documenten minstens tien dagen vóór de datum van de vergadering door het secretariaat naar de gewone leden gestuurd.

In geval van hoogdringende noodzakelijkheid wordt de oproepingstermijn tot drie dagen ingekort.

De oproeping gaat vergezeld van de notulen van de vorige vergadering en van de algemene adviezen die er bij gevoegd worden. Ze worden ook aan de plaatsvervangende leden meegedeeld.

Art. 4. De zetel van de Commissie is gevestigd in de kantoren van het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid.

De vergaderingen van de Commissie worden met gesloten deuren gehouden.

De Commissie kan pas geldig advies uitbrengen als minstens de helft van de leden aanwezig zijn.

Als het quorum niet bereikt wordt, wordt uiterlijk binnen vijftien dagen een andere vergadering met dezelfde agenda belegd. De Commissie heeft dan op geldige wijze zitting, ongeacht het aantal aanwezige leden.

Art. 5. Alleen de agendapunten kunnen het voorwerp zijn van een debat en een beraadslaging.

De Commissie kan evenwel bij gewone meerderheid van de aanwezige leden beslissen elk dringend punt op de agenda te plaatsen.

Art. 6. De voorzitter opent en sluit de debatten.

De voorzitter geeft kennis van de agendapunten.

Bij afwezigheid van de voorzitter wordt de Commissie om de beurt door de ondervoorzitters voorgezeten.

Bij hun afwezigheid wordt het voorzitterschap door het oudste gewoon lid waargenomen.

Art. 7. Er wordt bij handopsteken gestemd en de beslissingen worden bij gewone meerderheid van de aanwezige leden genomen, waarbij geen rekening met onthoudingen wordt gehouden.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de zitting doorslaggevend.

Het advies dat aan de Minister gegeven wordt, vermeldt de uitslag van de stemming.

Art. 8. Elk lid dat persoonlijk betrokken is bij een door de Commissie behandeld dossier mag niet deelnemen aan het debat en aan de stemming i.v.m. het advies betreffende dat verzoek en verlaat de zitting uit eigen beweging.

Dat verbod wordt namelijk toegepast als een lid van de Commissie bestuurder of personeelslid is van een inrichting die belang heeft bij een agendapunt.

Als de realiteit van een rechtstreeks belang van één of meer leden betwist wordt, beraadslaagt de Commissie in aanwezigheid van dat lid (die leden).

Art. 9. De adviezen bedoeld in artikel 19, § 2, van het decreet worden uiterlijk binnen tien dagen na hun aanneming aan de administratie en aan de Minister van Gezondheid overgemaakt.

De adviezen worden ondertekend door de voorzitter of één van de ondervoorzitters en door de secretaris.

De adviezen zijn omstandig en vermelden desgevallend minderheidsnota's op verzoek van minstens 3 leden die minstens twee van de groepen bedoeld in artikel 20, § 1, 1^o tot 11^o, van het decreet vertegenwoordigen.

Art. 10. De notulen van de zitting worden op de volgende vergadering ter goedkeuring aan de Commissie voorgelegd.

Opmerkingen die geuit en aangenomen worden, worden opgenomen in de notulen van de zitting in de loop waarvan ze geformuleerd werden.

De debatten, stemmingen en adviezen worden vermeld in de notulen. Ze worden ondertekend door de voorzitter of één van de ondervoorzitters en door de secretaris.

TITEL II. — *Thematische werkgroepen*

Art. 11. De Commissie kan binnen haar midden één of meer thematische werkgroepen oprichten en een specifiek vraagstuk laten onderzoeken.

De plaatsvervangende leden mogen deel uitmaken van een thematische werkgroep.

De thematische werkgroepen worden voorgezeten door een lid dat door de Commissie aangewezen wordt.

De voorzitter en de ondervoorzitters van de Commissie wonen de vergaderingen van de thematische werkgroepen bij als ze het nuttig achten.

De voorzitters van de thematische werkgroepen brengen periodiek en minstens één keer per jaar verslag uit aan de Commissie over de stand van vordering van de werken.

Art. 12. Een lid van de administratie woont alle vergaderingen van de thematische werkgroepen bij. Het wordt speciaal belast met het opstellen van de notulen. Het is verantwoordelijk voor de bewaring van de stukken van de thematische werkgroep.

TITEL III. — *Het bureau*

Art. 13. Onverminderd de bepalingen van artikel 32, derde lid, van het besluit worden de vertegenwoordigers van de Regering en de secretaris van de Commissie voortdurend uitgenodigd op de vergaderingen van het bureau.

Het bureau vergadert na oproeping door de voorzitter telkens als het nodig is voor de goede afloop van de werken van de Commissie.

Het bureau vergadert ook op verzoek van minstens drie van zijn leden.

Art. 14. De secretaris van de Commissie neemt het secretariaat van de werken van het bureau waar. Hij wordt speciaal belast met de verzending van de oproepingen en met het opstellen van de notulen. Hij is verantwoordelijk voor de bewaring van de stukken van het bureau.

TITEL IV. — *De deskundigen*

Art. 15. Al naargelang van de noden kan een beroep worden gedaan op deskundigen die bijzonder bevoegd zijn om de Commissie of de thematische werkgroepen in te lichten. Hun aanwijzing behoeft de instemming van de Commissie. Ze mogen niet deelnemen aan de beraadslagingen van de Commissie of van de thematische werkgroepen.

TITEL V. — Gedragscode

Art. 16. De leden van de Commissie en de deskundigen zijn gehouden tot een algemene terughoudendheidsplicht in de uitoefening van hun opdrachten.

De grootste vertrouwelijkheid wordt in acht genomen voor de dossiers betreffende natuurlijke personen en/of instellingen.

De Regering kan een einde maken aan het mandaat van elk lid dat niet voldoet aan de verplichtingen bedoeld in het eerste en het tweede lid.

TITEL VI. — Gemeenschappelijke regels

Art. 17. Er wordt een presentielijst opgesteld voor alle vergaderingen van de Commissie, het Bureau en de thematische werkgroepen.

Ze wordt getekend door de aanwezige leden en eventueel door de deskundigen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 maart 2006 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Adviescommissie inzake verslavingen.

Namen, 23 maart 2006.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. Ch. VIENNE

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

[2006/201229]

23 MARS 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des centres de coordination de soins et services à domicile

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret II du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 26 juin 1989 portant exécution du décret du 19 juin 1989 organisant l'agrément et le subventionnement des centres de coordination de soins et services à domicile, notamment l'article 5;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 juillet 2005 portant nomination des membres de la Commission d'agrément des centres de coordination de soins et services à domicile;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le Gouvernement wallon approuve le règlement d'ordre intérieur de la Commission d'agrément des centres de coordination de soins et services à domicile figurant en annexe.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 22 décembre 2005.

Art. 3. La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 mars 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme Ch. VIENNE

Annexe

Commission d'agrément des centres de coordination de soins et services à domicile

Règlement d'ordre intérieur

CHAPITRE I^{er}. — Dispositions générales

Article 1^{er}. L'avis demandé à la Commission est remis dans les trois mois de sa saisine, à défaut de quoi il est réputé favorable.

Le calcul du délai s'effectue à partir de la date d'envoi de la convocation comportant le dossier complet à l'ordre du jour.

L'administration informe les centres de coordination de soins et de services à domicile de la date à laquelle leur dossier sera examiné en réunion par la Commission.